

# CPAS au Try : la Ville donne son feu vert

**l'important dossier de regroupement des services** du CPAS sur le site du Try a franchi une étape, lundi soir. Mais pas dans le calme.

• GIL BIDOU

Cela faisait plusieurs mois que le personnel du CPAS attendait que la Ville donne son aval pour la réalisation du projet de regroupement des services du CPAS sur le site du Try. Le feu vert a été donné lundi soir au conseil communal, suscitant une nouvelle fois une vive polémique entre majorité et opposition. ■



## Pour comprendre...

Le projet de rassemblement de tous les services sociaux sur le site du Try remonte à plusieurs années. Mais c'est en mars dernier qu'un avant-projet a été présenté lors d'un conseil communal. Un projet qui a rapidement divisé majorité et opposition. En effet, si la majorité cdH-PS s'est montrée plutôt réticente quant à un début rapide des travaux souhaitant attendre le plan triennal 2013-2015 pour véritablement lancer le chantier (et obtenir des subsides), l'opposition HDM-Écolo soulignait l'urgence du dossier. Quelque temps plus tard, le dossier se trouvant dans l'impasse, le personnel du CPAS passe à l'action et montre son mécontentement lors d'un mouvement de grève. Quant au conseil de l'action sociale (majorité HDM-Écolo), il s'est toujours positionné en faveur du projet. ■

«Pas envie de retarder ce dossier»

C'est avec une proposition «car nous avons vraiment envie d'avancer», précise le maire, que la majorité est venue en présentation du point. Dans un souci de «parfaite transparence», José Spits a proposé «que le CPAS devienne maître d'œuvre d'un bâtiment sur un terrain qui lui appartient», et encourage le CPAS à introduire un permis d'urbanisme dès à présent. Par ailleurs, l'octroi d'un subside exceptionnel de 400 000 €, provenant du fond de réserve, a également été décidé. «Nous ne voulons mettre aucun bâton dans les



Le maire, José Spits (cdH).

roues de ce projet», a insisté le bourgmestre hervien, qui a rappelé qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, des locaux seront disponibles à l'Hôtel de Ville et mis à disposition du CPAS pour héberger certains services, en attendant. ■

«Le dossier n'a pas assez mûri!»

Malgré son vote positif à l'égard de ce projet sensible, Victor Beckers n'a pas manqué de souligner son point de vue : «En tant qu'échevin des Finances, je dois attirer l'attention sur une série de problèmes. D'un point de vue financier, il y a précipitation, et je crains que la capacité financière du CPAS ne soit pas réelle. Avec ce dossier, je suis persuadé que nous n'allons pas dans le sens de la raison», a-t-il indiqué. «De plus, en décentralisant les services, ce sera encore une activité de moins au centre de



L'échevin Victor Beckers (cdH).

Herve, là où on constate une paupérisation. Cette décentralisation va à l'encontre de la mixité sociale.» Et l'échevin de regretter «un manque de concertation dans ce dossier, qui n'a pas assez mûri!» ■

Fâchée, l'opposition quitte la séance

«Nous sommes encore moins rassurés qu'il y a quelques heures, après les déclarations de l'échevin des Finances...» répliqua d'emblée le leader de l'opposition, Pierre-Yves Jeholet. «Ce que nous voulons, c'est un engagement fort et ferme. Or, nous ne voyons que des réticences, qui ne vont que retarder le dossier» regrette-t-il. En concertation avec Écolo, également dans l'opposition, HDM a proposé une autre délibération, qui portait surtout sur le vote en faveur d'un plan financier, prévu par le CPAS, «car notre crainte est que la Ville coupe le robinet par la suite...» a indiqué



Pierre-Yves Jeholet (HDM).

Pierre-Yves Jeholet. Se voyant refuser une interruption de séance pour analyser de plus près ce plan financier, l'opposition a préféré quitter la séance publique plutôt que de voter un accord qu'elle qualifie de «mou». ■

## CPAS : nouvelle conseillère

Un dernier hommage a été rendu en début de séance publique lundi soir à Elvire Beckers, conseillère de l'action sociale décédée voici quelques jours des suites d'une maladie. Le président du CPAS, Jeannot Duysens, le bourgmestre José Spits et le chef de l'opposition Pierre-Yves Jeholet ont d'ailleurs pris la parole tour à tour. En fin de séance, Laëttia Krings a prêté serment et a été installée en tant que nouvelle conseillère de l'action sociale, pour remplacer Elvire Beckers.